

BAROMETRE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

OCTOBRE 2016

■ ■ ■ **3 premiers trimestres 2016** : Les immatriculations de nouvelles entreprises au registre du commerce et des sociétés restent dynamiques (+ 11,6 %), notamment en raison des inscriptions soutenues d'entrepreneurs individuels (+ 48 %), et le stock des entreprises actives à Paris continue à augmenter (+ 3,8 %). En matière d'activité judiciaire : les ouvertures de traitement préventif des difficultés des entreprises enregistrent une hausse de 5 % tandis que le nombre des emplois salariés concernés (- 30 %) et des passifs (- 51%) diminuent ; les ouvertures de procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire augmentent de 2 % (- 51 % pour les emplois salariés) ; le volume des ouvertures de liquidations judiciaires diminue de 1 % (- 0,2 % pour les emplois salariés) ; les jugements prononcés en contentieux sont en légère baisse (- 3 %) de même que les ordonnances rendues en référé (- 4 %) et celle rendues sur requête (- 3 %) ; en revanche, les ordonnances d'injonction de payer enregistrent une forte progression (+ 18 %). ■ ■ ■

Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris

390 811 entreprises en activité au 30 septembre 2016

Au 30 septembre 2016, le stock d'entreprises actives (390 811) enregistre une hausse de 3,8 %, avec 14 323 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 30 septembre 2015.

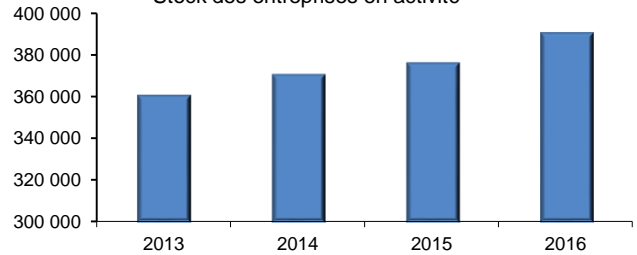
Immatriculations d'entreprises

A la fin du 3^{ème} trim. 2016, le RCS de Paris enregistre l'immatriculation de 26 447 entreprises, soit une augmentation de 11,6 % par rapport à l'année 2015.

Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

70 % des nouveaux dirigeants sont des hommes, 22 % sont des femmes, 8 % sont des personnes morales.

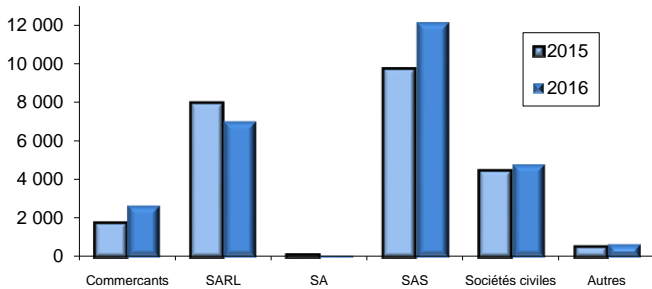
Stock des entreprises en activité



Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

70,2 % des immatriculations concernent des entreprises commerciales. Sont notamment recensées : 44,1 % de SAS, 25,6 % de SARL, 0,5% de SA ; 10 % sont des commerçants (dont des auto-entrepreneurs) et des EIRL. Les sociétés civiles représentent 17,6 % des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 2,5 % des immatriculations : SNC, GIE, GEIE, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc.

A noter : les immatriculations d'entrepreneurs individuels (dont auto-entrepreneurs) enregistrent une hausse de 48 % par rapport à la fin du 3^{ème} trimestre 2015.

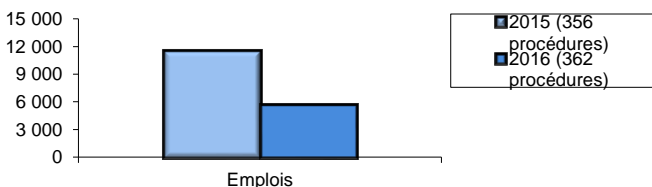
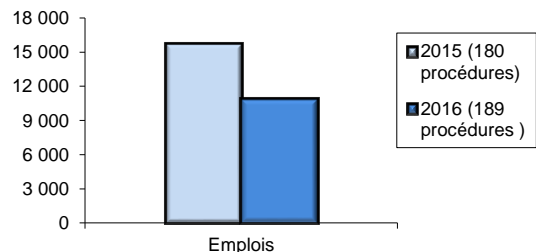


Prévention des entreprises en difficulté

Détection des difficultés : 1 730 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts au cours des 3 premiers trimestres 2016, soit une hausse de 33 % par rapport à 2015 sur la même période.

Traitement préventif : 202 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal sur les 9 premiers mois de l'année 2016, soit 6 % de plus qu'en 2015. Celles-ci ont donné lieu à l'ouverture de 189 procédures, soit une hausse de 5 % par rapport à 2015.

Emplois et passifs* : 10 952 emplois concernés sur les 9 premiers mois de l'année 2016, soit 30 % de moins qu'en 2015. Le montant des passifs traités dans le cadre de ces procédures a porté sur 1 684 millions € sur les 3 premiers trimestres en 2016, contre 644 millions € 2015.



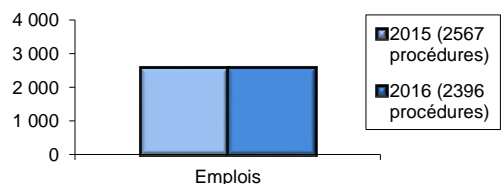
Procédures d'observation et de traitement des difficultés

Sauvegardes : 36 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal durant les 9 premiers mois de l'année 2016, soit une baisse de 37 % par rapport à 2015.

Redressements judiciaires : 323 procédures ont été ouvertes pendant les 3 premiers trimestres en 2016, contre 295 en 2015 sur la même période, soit une hausse de 9,5 %.

Emplois* : 5 652 salariés* concernés par ces procédures au 3^{ème} trim. 2016, soit 51 % de moins qu'en 2015, sur la même période.

Plans en cours : 931 plans (sauvegarde, continuation ou cession) étaient en cours d'exécution au 30 septembre 2016, contre 918 au 30 septembre 2015, soit + 1,4 %.



Liquidations judiciaires

Jugements d'ouverture : 2 396 jugements d'ouverture ont été prononcés durant les 3 premiers trimestres 2016, soit une baisse de 1 % en comparaison avec 2015, sur la même période.

Emplois* concernés : 2590 salariés, contre 2584 à la fin du 3^{ème} trimestre 2015.

Procédures en cours : 7 410 procédures étaient en cours devant le tribunal au 30 septembre 2016. 2 474 procédures ont été clôturées au 3^{ème} trim. 2016, soit une diminution de 15 % par rapport à 2015. Le taux de rotation des dossiers est de 27 mois (stock/clôtures).

* Il s'agit des emplois/passifs déclarés ou connus.